

## Migrations, mobilités et circulations intra-africaines : savoirs, critiques et méthodes

Betty Rouland

\*\*\*

En 2019, s'est tenu le séminaire de recherche « Migrations, mobilités et circulations intra-africaines : savoirs, critiques et méthodes ». Cette rencontre ambitionnait de documenter des interactions tissées par des mobilités aussi bien anciennes qu'émergentes, de déconstruire des catégories englobantes, peu représentatives de la condition réelle des populations mobiles dans les pays africains, dans l'optique plus générale, d'enrichir les débats scientifiques contemporains sur cette zone d'étude. Privilégiant une perspective « Sud-Sud », une attention particulière a été donnée aux travaux invitant à développer une approche critique et à décentrer le regard. Par le biais de différentes conférences, ont été mises en exergue les dynamiques dites *top down* et « par le bas », tout en saisissant les enjeux et les échelles de leurs processus (mondialisation, (trans) régionalisation, transnationalisme). Par la pluridisciplinarité des approches (histoire, géographie, droit et anthropologie) et la pluralité des prismes d'analyses utilisés (la diplomatie, les réseaux et routes marchands, le droit et le religieux), les interventions successives des chercheur.e.s invité.e.s ont permis d'enrichir les débats actuels sur les migrations, les mobilités et les circulations à l'échelle intra-africaine et au-delà.

In 2019, has taken place the research seminary « Migration, mobility and intra-African circulation: knowledge, critics and methods ». It aimed to document the new and former circulations' interactions and to deconstruct few encompassing categories that are not very representative of the real condition of mobile populations in African countries. The more global issue was to enrich the current scientific debate on the studied area. Focusing on a "South-Souht" perspective, particular attention was given to works inviting to develop a critical approach and to decentre the eye. Through several conferences, the so-called top down and "bottom" dynamics were highlighted, while understanding the challenges and the scales of their processes (globalization, (trans) regionalization, transnationalism). Thanks to the multidisciplinary of approaches (History, Geography, Law and Anthropology) and the plurality of prisms of analysis used (diplomacy, trade network and routes, law and religion), the successive interventions of the invited researchers have permitted to enriched the current debates on migration, mobility and movement on an intra-African scale and beyond.

\*\*\*

في سنة 2019 عُقدت الندوة البحثية « الهجرة والتنقل والتداول بين البلدان الأفريقية: المعرفة والنقد والأساليب ». يهدف هذا اللقاء إلى توثيق التفاعلات التي تنسجها الحركات العريقة في القدم والناشئة على حد سواء وذلك لتفكيك و معرفة الفئات الشاملة التي لا تمثل تمامًا الحالة الحقيقية للسكان المتنقلين في البلدان الأفريقية من منظور أكثر شمولية وإثراء المناقشات العلمية للمعاصرين في منطقة الدراسة هذه. لقد وقع تغليب منظور « الجنوب - الجنوب » كما تم إيلاء اهتمام خاص للأعمال التي تدعو إلى تطوير نهج نقدي وتركيز النظرة من خلال المؤتمرات المختلفة تم تسليط الضوء على ما يسمى الديناميات من « أسفل » مع فهم التحديات ونطاق عملياتها (العولمة، الإقليمية (العابرة) وعبر الوطنية) وكل ذلك من خلال تعدد المناهج (التاريخ والجغرافيا والقانون والأنثروبولوجيا) وتعدد منشورات التحليل المستخدمة (الدبلوماسية وشبكات التجارة والطرق والقانون والدين) والمداخلات المتتالية للباحثين. قام الضيوف بإثراء المناقشات الحالية حول الهجرة والتنقل والحركة داخل إفريقيا وخارجها.

\*\*\*

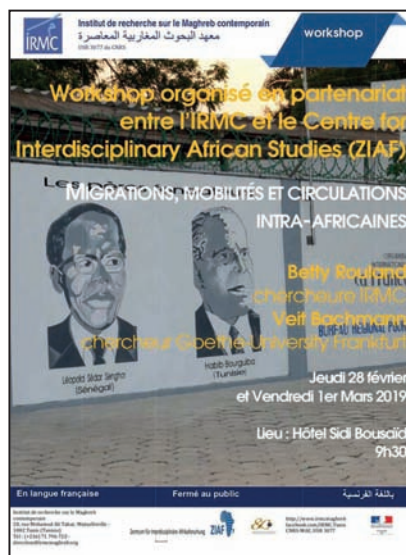
L'historienne Sophie Bessis, chercheuse associée à l'IRIS, est intervenue lors de la première séance de séminaire, jeudi 28 février 2019, sur « Diplomatie et coopération entre la Tunisie et l'Afrique de l'Ouest depuis l'Indépendance jusqu'à aujourd'hui » (cf. *Lettre de l'IRMC*, n° 24). L'approche « par le haut » et l'analyse factuelle développées par la chercheuse ont

permis de retracer l'évolution des relations diplomatiques contemporaines entre la Tunisie et l'Afrique subsaharienne.

Elle distingue trois temps forts de l'histoire de ces relations : la période bourguibienne, ce qu'elle qualifie d'« éclipse tunisienne en Afrique subsaharienne » durant le règne de Ben Ali et l'après 2011. Au lendemain de l'indépendance de la Tunisie et jusqu'aux années 1970, les relations entre la Tunisie et l'Afrique subsaharienne sont marquées par de nombreuses actions de coopération. Parmi les événements les plus significatifs, Sophie Bessis rappelle la présence militaire de la Tunisie en Afrique, avec, par exemple, l'envoi de 2 000 casques bleus au Congo en 1961 ; la participation active du pays à la création de l'organisation de l'unité africaine en 1963 ou bien la tournée de Bourguiba dans plusieurs pays subsahariens en 1965. À l'inverse, la période de Ben Ali se caractérise par un tropisme arabe et des relations résiduelles, voire inexistantes, avec l'Afrique subsaharienne. Depuis les soulèvements populaires de 2011, qui ont entraîné la chute du régime de Ben Ali, l'historienne note une reprise des relations, animées par des logiques principalement mercantiles. Elle observe, notamment, la présence croissante de sociétés tunisiennes sur le marché africain, ainsi que celle d'étudiants subsahariens en Tunisie, bien que ce nombre décroisse depuis 2012. En termes de partenariat économique, cela se traduit par l'adhésion de la Tunisie à la COMESA et le statut de membre observateur à la CDEAO.

Néanmoins, la chercheuse met en lumière ce qu'elle considère comme le déni de la Tunisie face à sa dimension « africaine ». C'est

ainsi que l'absence de politiques migratoires visant à régulariser la situation des travailleurs subsahariens en Tunisie illustre bien une certaine inertie du gouvernement tunisien et ce malgré la pression de la société civile. En d'autres termes, Sophie Bessis apporte des éclairages sur un sujet de recherche pionnier ouvrant de nouvelles pistes de réflexions sur le positionnement de la Tunisie en direction de la rive Sud de Sahara.



Directeur de recherche au CNRS (LISST, UMR 5193), le géographe Olivier Pliez est intervenu jeudi 14 avril 2019, sur « La mondialisation des pauvres : loin de Wall Street et de Davos », titre de son dernier ouvrage codirigé avec Armelle Choplin<sup>1</sup>. Spécialiste des territoires urbains liés aux mobilités au Sahara, dans le monde arabe et en Méditerranée, ses terrains de recherche dans de petites localités marchandes au Maghreb l'ont conduit jusqu'en Asie du Sud-Est. Ainsi, Olivier Pliez propose une clef de lecture originale de l'objet géographique – et métaphorique – de la « route ». À travers l'exemple des réseaux migratoires marchands inter et

transnationaux, cette deuxième séance s'inscrit à la croisée des trois dimensions proposées par le séminaire de recherche : « savoirs, critiques et méthodes ». En effet, les éléments introductifs abordent de manière critique les définitions et les représentations véhiculées par la mondialisation contemporaine. Réductrices et hiérarchisées, ces approches interprètent ledit processus *via* des valeurs marchandes globalisées qui seraient structurées par les firmes multinationales et excluraient, de ce fait, des populations considérées comme « pauvres ». À partir de deux terrains de recherches, des souks en Algérie et en Libye, le chercheur démontre non seulement que des routes commerciales « discrètes » se créent en dehors de celles tissées par les firmes multinationales, mais que les acteurs de ces réseaux marchands « du quotidien » sont totalement intégrés au système mondialisé. En d'autres termes, sa méthodologie de recherche souligne l'importance de « suivre » des routes commerciales afin de les reconstituer. Olivier Pliez explique de quelle façon de nouvelles formes de territorialisation émergent de ces routes commerciales discrètes à l'instar de la ville chinoise de Yiwu, spécialisée dans le marché du gros, où des quartiers sont réinvestis par ces acteurs marchands maghrébins. Lors des échanges avec le public, les discussions se sont penchées sur des aspects aussi bien méthodologiques que théoriques : comment « suivre » les objets de recherche ? Comment redéfinir la figure contemporaine du « pauvre » ou (re)conceptualiser le transnationalisme par le bas ?

Organisée jeudi 28 novembre 2019, la troisième séance de séminaire accueillait Delphine Perrin, juriste

et politiste chargée de recherche à l'IRD, invitée pour présenter son dernier ouvrage *Frontières, sociétés et droit en mouvement. Dynamiques et politiques migratoires de l'Europe au Sahel*<sup>2</sup> codirigé avec Sylvie Mazzella. Issu d'un colloque international, cet ouvrage collectif réunit quatorze auteur.e.s provenant de champs disciplinaires variés. Les thèmes de recherche développés recouvrent ainsi une pluralité d'acteurs, de contextes et de prismes d'analyse pour saisir les enjeux des mobilités de l'Europe au Sahel.

Le propos de la conférencière ne s'est guère attardé sur les spécificités des contributions mais a plutôt introduit les idées fortes et transversales de l'ouvrage. Du point de vue de la place du droit dans les approches et les pratiques de la migration, Delphine Perrin souligne un processus de diffusion de la juridicisation des migrations et les impacts du droit sur les mobilités. Une autre idée transversale de ce livre porte sur la dimension transrégionale des dynamiques et des politiques migratoires, invitant à dépasser le seul rapport « Nord-Sud ». Elle ajoute, par conséquent, qu'il faut aller au-delà de cette idée de « subalternité Nord-Sud » à l'image des États maghrébins qui participent à la fabrique des discours et des lois sur les migrations. D'ailleurs, Delphine Perrin insiste sur le fait que les dynamiques maghrébines s'inscrivent dans des échelles plus larges mettant en exergue un élargissement du « limes » méditerranéen. De même, la juriste note l'importance des articulations entre les dynamiques juridiques et l'évolution du contexte social et géopolitique de ces quinze dernières années avec les orientations restrictives et répressives des migrations (exemples donnés de l'Algérie, du

Niger, de la Tunisie). À propos du délit de solidarité et du processus de criminalisation à l'encontre des migrants « irréguliers », Delphine Perrin explique que cela n'a rien de nouveau dans le droit tunisien car il existe un délit de « non délation ». Les discussions avec la salle ont abordé la question des frontières en mouvement et, notamment, la problématique des frontières maritimes, le nouveau positionnement du Maroc en tant que « modèle » et la place de la société civile marocaine, les possibles écarts entre la juridicisation et les réalités migratoires locales, ainsi que le rôle joué par les organisations internationales telles que le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ou l'Organisation Internationale pour les Migrations.

Enfin, c'est l'anthropologue Sophie Bava qui a clôturé le séminaire de recherche jeudi 12 décembre 2019, en présentant ses travaux empiriques sur « La formation religieuse chrétienne au Maroc : la naissance de nouveaux entrepreneurs religieux ». Chercheuse à l'IRD, ses travaux se focalisent sur les migrations africaines sous le prisme de l'anthropologie religieuse du mouvement, à savoir, les constructions religieuses musulmanes et chrétiennes entre l'Afrique méditerranéenne et subsaharienne. Sophie Bava explique que cette recherche est une réflexion anthropologique nourrie du travail d'un photographe et qui a donc pour vocation à être partagée. L'anthropologue revient ensuite sur le fait que la migration représente un temps où l'on questionne sa foi, un temps qui se caractérise aussi par l'immobilité et l'ennui, enfin, un temps d'indépendance et donc de négociations qu'elle qualifie de temps de « butinage religieux ».

Dans les années 1990, alors qu'il n'y a plus qu'un pasteur au Maroc et que les églises y sont très peu fréquentées, l'Église a su s'adapter à l'arrivée des premiers étudiants originaires de la rive Sud du Sahara. D'une part, la chercheuse démontre que l'Église a bien un projet fédérateur pour le Maroc, caractérisé par l'octroi de bourses, la formation œcuménique avec l'Institut *Al Mowafaqa*, mais surtout les tentatives d'encadrement des églises de maison. D'autre part, le « culte à la régularisation » exemplifie la manière dont la théologie répond à des questions d'ordre sociologique, une théologie qualifiée de « pratique » voire « pragmatique » par la chercheuse. Tandis que les fidèles prient pour régulariser leur situation administrative, les prêcheurs mobilisent les récits bibliques, à l'image de celui de Moïse qui renvoie à la figure du migrant. Les différents temps théologiques (passage, ancrage, installation, etc.) présentés ne sont pas chronologiques comme le rappelle la conférencière : « on les fait vivre au temps de la migration ».

Sophie Bava élargit la réflexion et explique que le christianisme, au Maroc, pose d'autres questions sur la diversité religieuse dans une dimension africaine. Par une stratégie de diplomatie religieuse, il confirme progressivement son rôle de médiateur entre l'Europe et l'Afrique.

1. CHOPLIN Armelle, PLIEZ Olivier, 2018, *La mondialisation des pauvres : Loïn de Wall Street et de Davos*, Paris, Seuil-La République des idées.

2. MAZZELLA Sylvie, PERRIN Delphine, 2019, *Frontières, sociétés et droit en mouvement. Dynamiques et politiques migratoires de l'Europe au Sahel*, Bruxelles, Bruylant.